

PHOTOS
Voyez toutes nos photos sur les inondations en Montérégie sur cyberpresse.ca/richeleu

BLOGUE
Discutez de politique américaine avec Richard Héту sur cyberpresse.ca/hetu

CARICATURES
Revoyez toutes les caricatures de la semaine sur cyberpresse.ca/caricatures

PLUS FORUM

GRANDS REPORTAGES ET ANALYSES

GRANDE ENTREVUE
HUBERT REEVES
PAGE 8

L'ERREUR DES ÉLECTEURS?
L'ÉDITORIAL D'ANDRÉ PRATTE
PAGE 6

QUE FERA HARPER DE SA MAJORITÉ?
LA CHRONIQUE DE LYSIANE GAGNON
PAGE 7



JACK LAYTON L'HOMME FORT DU QUÉBEC À OTTAWA

Fort d'un contingent de 58 députés néo-démocrates issus du Québec, Jack Layton est devenu le nouvel homme fort de la Belle Province à Ottawa. Comment, à sa quatrième campagne électorale, le chef du NPD a-t-il réussi à gagner le cœur des Québécois? Et pourquoi les Québécois ont-ils voté si massivement pour le NPD lundi dernier?

PAGES 2 ET 3

PHOTO MIKE CASSESE, REUTERS



POURQUOI LES QUÉBÉCOIS ONT VOTÉ ORANGE?
PAGES 4 ET 5

NPD 58 SIÈGES

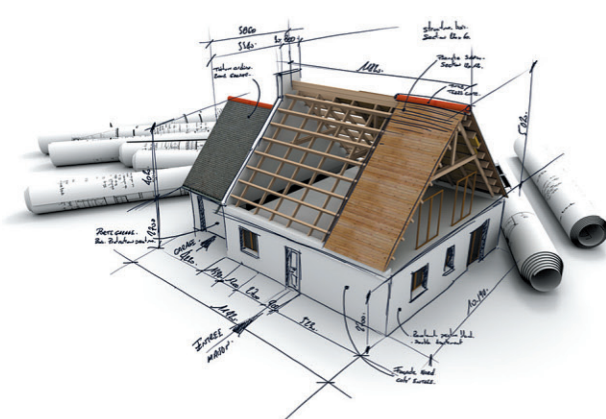


BQ 4 SIÈGES



Inspiration • Planification • Organisation

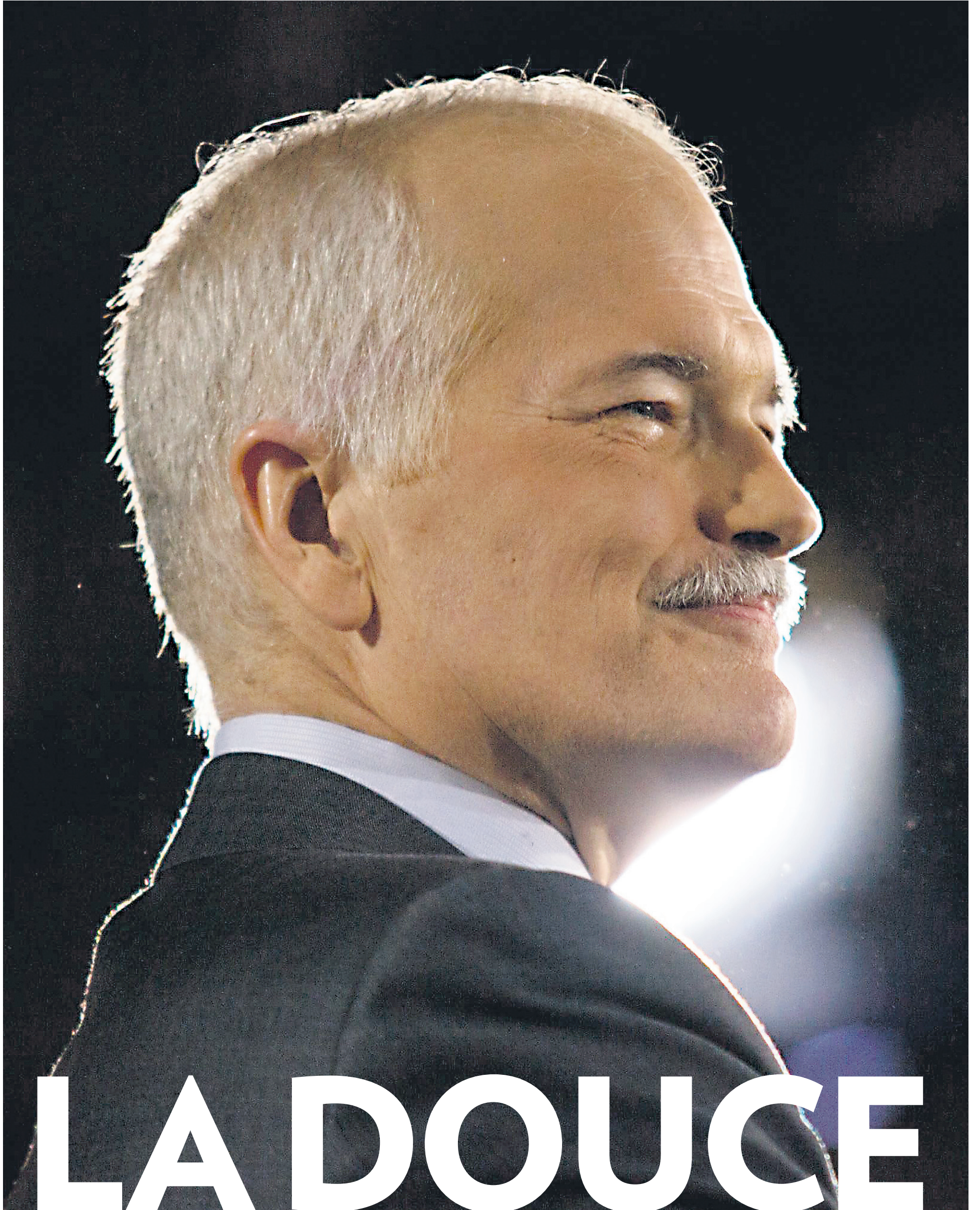
Des idées pour réussir vos rénovations avec style.



En vente en librairie ou sur librairie.cyberpresse.ca **LES ÉDITIONS LA PRESSE**

X LENDemain D'ÉLECTIONS

PHOTO CHRIS YOUNG, PC



LADOUCE

REVANANCHE

DE JACK-LE-TENACE



VINCENT MARISSAL

Quelque part en 2006, entre deux élections, Jack Layton a réuni quelques collaborateurs et députés pour planifier la prochaine campagne électorale.

Son message était clair et net: «On doit viser le pouvoir, se présenter comme une solution de rechange au gouvernement, et moi, comme premier ministre. On ne peut pas se présenter tout le temps comme un parti de l'opposition qui aspire seulement à gagner quelques sièges de plus.»

Selon Pierre Ducasse, ex-conseiller de Jack Layton et ancien candidat du NPD au Québec, ce *pep talk* du chef néo-démocrate était nécessaire et il avait réveillé bien du monde au sein de la petite équipe.

«C'a fait du bien d'entendre Jack dire ça, raconte-t-il. Il fallait que ce soit dit parce que certains se complaisaient dans l'opposition, mais Jack a toujours été sérieux quand il dit qu'il vise le pouvoir. La leçon de ça, avec le recul, c'est qu'il ne faut jamais lâcher et Jack ne lâche jamais.»

Ne jamais lâcher, voilà trois mots qui résument tout le parcours, tout l'engagement de l'homme à la moustache et à la cravate orange.

Jack Layton vit en ce moment des heures de gloire, mais sa carrière politique a été ponctuée de nombreux échecs qui en auraient découragé plus d'un.

Rien de facile

Le chef du NPD se retrouve aujourd'hui propulsé à la tête de l'opposition officielle, mais avant d'en arriver là, il lui a fallu trois tentatives avant de gagner son propre siège aux Communes. Il a aussi mordu la poussière à la mairie de Toronto en 1991.

L'adversité, Jack Layton connaît. Il a appris à la côtoyer très jeune, dans les années 70, lorsqu'il a adhéré au NPD après avoir entendu son chef d'alors, Tommy Douglas, s'opposer à l'application de la loi sur les mesures de guerre par le gouvernement Trudeau.

Aujourd'hui, l'orange est à la mode au Québec, mais à l'époque, c'était une couleur marginale. Qui le restera d'ailleurs longtemps, jusqu'à cette campagne électorale.

Enfant de la bourgeoisie anglophone montréalaise (il est né et a grandi à Hudson), fils d'un ancien ministre conservateur sous Brian Mulroney (Robert Layton) et petit-fils d'un ministre de Maurice Duplessis (Gilbert Layton), John Gilbert «Jack» Layton était sans doute destiné à faire de la politique. Mais pourquoi le NPD, pourquoi la gauche, et non pas le Parti libéral de Pierre Trudeau, si populaire dans les années 70?

«Jamais! Les libéraux n'ont pas de principes», avait répondu M. Layton à feu mon collègue Michel Vastel, dans une entrevue publiée en 2003 par *L'actualité*.

Cette allergie aux libéraux, elle ressort chaque fois qu'on évoque une possible fusion des partis de centre gauche.

«D'abord, qu'est-ce qui vous fait dire que les libéraux sont de gauche? m'a-t-il lancé

Puis, est arrivé Jack Layton, qui y croyait aussi et qui a donné les ressources nécessaires pour mieux s'implanter au Québec.

Prémonitoire, voici comment commençait l'article de Michel Vastel, en 2003, dans *L'actualité*: Pour redonner vie au NPD, Jack Layton a entrepris de faire la cour aux militants du Bloc québécois. Son but: devenir le leader de l'opposition officielle à Ottawa.

Pendant des années, Jack Layton n'a jamais cessé d'y croire, mais personne, absolument personne au NPD, n'avait vu, même de ses rêves les plus fous, une telle récolte de sièges.

D'autant que les relations entre le NPD et le Québec ont souvent été marquées par l'indifférence. Et par quelques accrochages. Un exemple récent: l'appui de plusieurs députés néo-démocrates à l'abolition du registre des armes d'épaule, une position fortement critiquée au Québec.

La volte-face de Jack Layton à propos de la loi sur la «clarté» référendaire, en 2005, avait aussi refroidi bien des nationalistes québécois.

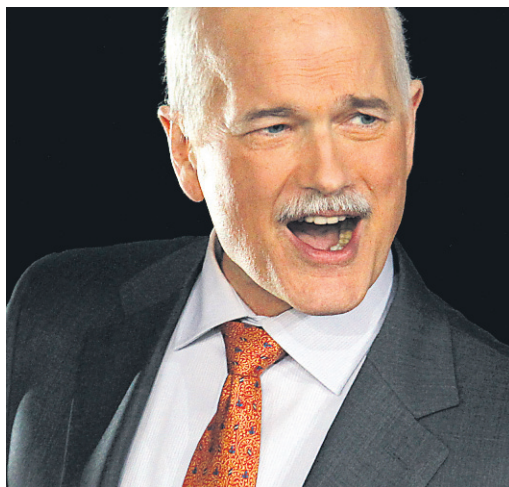
Voici ce que disait M. Layton de cette loi du gouvernement Chrétien, lors d'un clavardage à Cyberpresse, en novembre 2003: «Non, je ne suis pas d'accord. Comme nouveau chef, je suis très clair sur cette position: Je suis fortement opposé à cette loi, comme la grande majorité des membres du NPD, sinon ils ne m'auraient pas choisi comme chef.»

Pierre Ducasse, ex-conseiller principal de M. Layton pour le Québec, explique le contexte de l'époque: «Jack n'était pas partisan de la loi sur la «clarté» référendaire. Il était en faveur du plan A, pas du plan B. Devions-nous révoquer cette loi? Il y a eu des débats là-dessus, cela a créé des divisions.»

Des divisions? Parlons plutôt d'une tempête au sein du caucus, une tempête qui a forcé Jack Layton à reculer deux ans plus tard. Aujourd'hui, il se replie prudemment derrière les arguments de la Cour suprême pour justifier sa position. Les souverainistes ont bien tenté de tirer profit de l'appui du NPD à la loi sur la «clarté», mais visiblement, les électeurs québécois sont passés à autre chose.

Contrairement aux élections précédentes, Jack Layton n'a pas trop souffert des critiques contre les tendances centralisatrices du NPD, une vieille réputation que traîne son parti.

«Je pense que le point de vue des Québécois sur le NPD a changé, mais je pense aussi que le NPD a changé ses posi-



« JE PENSE QUE LE POINT DE VUE DES QUÉBÉCOIS SUR LE NPD A CHANGÉ, MAIS JE PENSE AUSSI QUE LE NPD A CHANGÉ SES POSITIONS FACE AU QUÉBEC. »

PHOTO IVANOHO DEMERS, LA PRESSE

en début de campagne, lors d'une rencontre à *La Presse*. Ils parlent comme des gens de centre gauche, mais lorsqu'ils sont au pouvoir, ce sont eux qui coupent le plus dans les programmes sociaux, dans l'assurance-emploi.»

Son père, libéral au provincial, a tourné le dos au PLC après le rapatriement unilatéral de la Constitution en 1982.

Jack, lui, a choisi le NPD pour défendre des causes, le logement social, notamment, une de ses plus grandes préoccupations.

«Jack n'aime pas la politique pour la joute, il fait de la politique pour les causes», dit Pierre Ducasse, qui a aussi été adversaire de M. Layton lors de la course à la direction du parti en 2003.

Sa carrière politique au municipal, comme conseiller à Toronto, a d'ailleurs été marquée par son engagement communautaire, en environnement et pour le logement social, surtout.

Les yeux sur le Québec

Le militantisme de gauche, Jack Layton l'a appris dans la rue, à Montréal, dans le mouvement McGill français et lors des manifestations contre la guerre du Vietnam.

Il a toujours pensé, même s'il a longtemps été un des seuls à le croire, que les Québécois et le NPD étaient faits pour s'entendre. Les résultats surprenants du 2 mai lui ont donné raison.

Le Québec avait déjà flirté avec le MPP d'Ed Broadbent, en 1989. L'échec de Meech a toutefois ruiné les chances du NPD par la suite.

Pendant des années, une douzaine de militants ont tenu le NPD à bout de bras au Québec, refusant d'abandonner.

tions face au Québec», m'a dit Jack Layton quelques jours avant le vote.

Gilles Duceppe a bien tenté de freiner l'ascension de Jack Layton en rappelant que le NPD est d'accord avec les garanties de prêts à Terre-Neuve pour le développement hydro-électrique et contre une extension des délais légaux imposés au chantier maritime Davie, mais les arguments de l'ex-chef du Bloc n'ont pas convaincu les Québécois.

Devant de telles attaques, Jack Layton réplique toujours que c'est son parti qui a reconnu le premier la nation québécoise, bien avant que le gouvernement Harper ne fasse adopter une résolution en ce sens aux Communes en 2006. En entrevue, il qualifie même de «belles paroles» les positions de Stephen Harper sur le Québec.

Chef d'un parti fédéraliste, ayant de profondes racines dans l'Ouest, en Ontario et dans les Maritimes, Jack Layton doit parfois marcher sur un fil de fer entre nationalistes québécois et canadiens.

D'où son appui à Terre-Neuve, d'où sa volte-face sur la loi sur la «clarté», d'où le refus à la Davie, d'où le positionnement inconfortable de son parti à propos du registre des armes à feu.

Il se défend toutefois vigoureusement d'être contre le Québec. Au cours de notre entretien, il dit notamment appuyer la position du gouvernement Charest à propos de la fusion projetée des bourses de Londres et de Toronto, une manœuvre qui pourrait avoir des conséquences fâcheuses pour Montréal.

Il va même plus loin que Québec: «Nous nous opposons à cette fusion et nous partageons les craintes de Québec, dit-il. Fusionner les bourses, ça n'a pas de bon sens.»

Il emploie la même expression quelques minutes plus tard, lorsque je lui mentionne que le Bloc l'accuse de ne pas défendre la langue française: «Ben voyons donc! Ça n'a pas de bon sens!», lance-t-il avec cet accent caractéristique du gars qui a appris le français dans le rue, petit gars, en jouant au hockey avec ses copains francophones.

Il a été dit, durant cette campagne, que Jack Layton parle le français d'un «vendeur de chars usagés». C'est non seulement méprisant, c'est faux. Le français de Jack Layton n'a cessé de s'améliorer depuis qu'il est devenu chef du NPD, en 2003, notamment parce qu'il est accompagné tous les jours de son fidèle attaché, Karl Bélanger, et parce qu'il continue, chaque année, à prendre des cours d'immersion au Saguenay.

Exit Jack-in-the-box

Le français, il le parle même parfois épicé, ajoutant, en privé, quelques «tabarnak» à ses propos.

Durant cette campagne épique, les railleries de ses adversaires ne se sont pas limitées à son français. Tout y a passé: sa moustache, sa canne et, surtout, son sourire.

De passage à Montréal, devant une foule de 1300 personnes réunies dans la circonscription de Gilles Duceppe, à une semaine du scrutin, Jack Layton a saisi la balle au bond: «Je ne peux pas vous promettre d'être moins sympathique!», a-t-il lancé... avec un large sourire.

«C'est là que l'on a vu son expérience, sa discipline, jamais il ne s'est laissé distraire par les attaques personnelles ou par les histoires de massage», dit Karl Bélanger, loyal collaborateur depuis les débuts de M. Layton à Ottawa.

Cette campagne n'a pas que couronné un nouveau chef de l'opposition (et le nouveau champion de la gauche), elle a aussi enterré Jack-in-the-box, cette image du bon gars un peu naïf, pas sérieux et superficiel qui collait au chef du NPD.

Les chiffres ne trompent pas: 102 députés, 66 de plus qu'à la dissolution, et une progression fulgurante aux urnes: 2004: 15,7%; 2006: 17,5%; 2008: 18,2% et 2011: 31%.

Le Parti libéral a tracé une courbe opposée: de 36,7% en 2004 à 19% en 2011.

En octobre 2009, au cours d'une conversation à bâtons rompus, Jack Layton avait rejeté l'idée d'une fusion PLC-NPD, d'abord à cause de son aversion envers les libéraux, mais aussi parce que, disait-il, «dans une fusion, c'est le gros qui mange le petit».

Maintenant que c'est lui, le «gros», pourrait-il changer d'avis? C'est peu probable.

D'abord parce qu'il se méfie trop des libéraux, et réciproquement. Jack Layton est beaucoup trop à gauche pour l'establishment libéral de Toronto et pour les financiers de Bay Street, qui se colleront vraisemblablement sur Stephen Harper.

«C'est Bay Street qui décide et qui dirige le Canada et ils aiment Harper pour le moment», me disait M. Layton au cours de ce même repas à Montréal.

Relancé sur ce sujet, lors de notre dernier entretien, tout juste avant le scrutin de lundi dernier, M. Layton nuance un peu ses propos: «Les banques, Bay Street, on va travailler avec eux, mais on ne leur donnera pas autant de cadeaux que les conservateurs.»

La 2^e chance du bon Jack

Tous ses collaborateurs le disent, Jack Layton privilégie d'abord et avant tout le travail d'équipe. D'ailleurs, il n'y a pas beaucoup de chefs qui accepteraient de donner sciemment autant de place à un Thomas Mulcair.

En rencontre à *La Presse*, au début de la campagne, c'est M. Mulcair qui prenait toute la place, répondant longuement à nos questions. Assis juste à côté, M. Layton écoutait, approuvant par un hochement de tête, sans le moindre signe d'irritation.

Ce côté conciliant, dont il s'est servi depuis 2004 dans ses relations avec les gouvernements minoritaires de Paul Martin et de Stephen Harper, pourrait peut-être lui nuire maintenant, croient certains.

Face à un gouvernement conservateur majoritaire, il devra apprendre à s'imposer et à marquer son territoire pour se définir comme la solution de rechange logique, comme un gouvernement en attente.

Son entourage affirme qu'il a la force de caractère et la bonne attitude pour réussir.

Au début de la campagne, il y a six semaines, on ne donnait pas cher de la peau de Jack Layton, au figuré, mais aussi un peu au sens propre puisqu'il se relevait à peine d'un cancer de la prostate et d'une opération à la hanche.

Où a-t-il puisé la force de passer au travers?

«C'est un cliché, mais avoir un cancer, ça change la perspective, pour tout le monde, dit Karl Bélanger. Jack est d'un naturel optimiste. On s'est moqué de son sourire, mais il est comme ça, c'est sa nature, ce n'est pas seulement une image. Et puis, il sait ce qu'il veut, il sait où il veut aller.»

La chose n'est pas connue, mais le chef néo-démocrate a un autre atout, une arme secrète: sa petite-fille Béatrice, presque 2 ans, qui a appris à dire «Grandpa Jack» et «vote» le 2 mai. On raconte que M. Layton avait les yeux dans l'eau en entendant la petite Béatrice ce matin-là.

Puis, le soir, derrière la scène où il devait monter en cette soirée historique, il est passé en trombe à travers son entourage en liesse pour se diriger droit vers sa petite-fille pour l'êtreindre tendrement.

Une grosse dose de réalité pour «Grandpa Jack» au terme d'une course surréaliste de cinq semaines.



Pour joindre notre chroniqueur: vincent.marissal@lapresse.ca

X LENDEMAIN D'ÉLECTIONS

QUE VEUT L'ÉLECTEUR QUÉBÉCOIS?

«Les premières manifestations contre la guerre du Vietnam ont eu lieu à Montréal... J'en étais!»
En 2003, Jack Layton se montrait déjà convaincu que ses idéaux de gauche étaient typiquement québécois. Avant de se laisser séduire par le chef du NPD, le Québec a pourtant flirté à droite, avec les adéquistes et les conservateurs. *What does Quebec want?* Au lendemain des dernières élections fédérales, six experts tentent de répondre à cette célèbre question.



MARIE-CLAUDE MALBOEUF

Q Alors que le reste du Canada élisait le Parti conservateur (PCC), le Québec a voté massivement pour le Nouveau Parti démocratique (NPD). Les Québécois pensent-ils autrement?

R «L'élection en est la preuve», répond sans hésiter François Saillant, qui coordonne le FRAPRU, un regroupement national de lutte pour le droit au logement. «Le Québec est la seule province à avoir barré la route aux conservateurs, dit-il. Et cette volonté s'est manifestée partout: chez les francophones et les anglophones, chez les libéraux et les bloquistes, dans le Québec profond, en banlieue, en ville. C'est quelque chose de très particulier.» «Il y a une césure entre le Québec et le reste du Canada, renchérit Catherine Côté, professeure à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke. Avant, cela s'exprimait par le Bloc québécois (BQ), et maintenant, par le NPD.»

Q Pourquoi ce changement?

R «En disant qu'il fallait voter contre Harper pour protéger les valeurs sociales-démocrates – parce que ces valeurs étaient québécoises –, Gilles Duceppe (le chef blo-

née en Ontario – m'avouent aujourd'hui être dégoûtés de la politique au Canada. Ils disent avoir carrément "viré capot" en faveur d'une souveraineté québécoise sociale-démocrate après avoir pris connaissance des résultats du vote en Ontario. Il faudrait voir combien il y a de tels convertis.»

Q Les Québécois sont-ils vraiment aussi à gauche qu'on le dit?

R En 2007, un sondage CROP concluait qu'une majorité de Québécois préféraient les idées de gauche. Il y a six mois, un sondage Léger Marketing-*Le Devoir* a conclu au contraire que les priorités de droite l'emportent. Comment s'y retrouver? On peut être à droite du point de vue économique tout en étant de gauche du point de vue moral, et vice versa, expose M^{me} Côté. «Les sondages rendent difficilement compte de toute cette complexité. C'est dur de cerner ce qui tient le plus à cœur.» Lorsqu'il est question de valeurs morales (avortement, mariage gai, etc.), les Québécois sont beaucoup plus à gauche que les Canadiens, dit-elle. En matière d'économie, la différence lui semble moins spectaculaire, mais néanmoins réelle. «Au Québec, on est plus favorable à l'intervention de l'État pour diminuer les inégalités. C'est une tendance lourde qui remonte à l'élection de Jean Lesage en 1960», confirme son confrère François-Pierre Gingras. «Peu importe les gouvernements, toutes les mesures

environ la moitié des sièges dans la région de Québec, dit-il. Pour le sociologue Mathieu Bock-Côté, on a plutôt affaire à un «vote de protestation anti-establishment qu'à un vote d'adhésion». La base militante du NPD peut être très radicale, mais Jack Layton a su adapter son discours à l'électorat. Il n'a pas tellement mis de l'avant son programme», ajoute le chargé de cours de l'UQAM. D'après lui, les électeurs veulent sortir du débat sur la question nationale. Et c'est pour cela que le Bloc a été écrasé. Directeur du parti municipal de gauche Projet Montréal, Patrick Cigana tient le même discours. «Sortir de l'axe fédéraliste/souverainiste était possible avec le NPD, car il n'a pas le même passif que les autres partis. Ce n'est pas lui qui a rapatrié la Constitution, raté Meech, etc.» Les politologues constatent eux aussi une immense soif de changement. «Le succès du NPD représente également un appui – au moins vague – à un programme social-démocrate, ajoute François-Pierre Gingras. Mais on ne peut pas dire que c'est la gauche qui

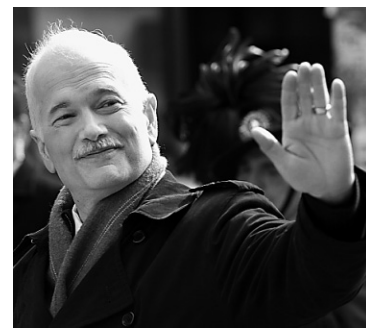


PHOTO REUTERS



« MÊME SI ON REPROCHE À JEAN CHAREST D'ÊTRE À DROITE, S'IL GOUVERNAIT AUX ÉTATS-UNIS, ON LE CONSIDÉRERAIT DE GAUCHE. »

quiste) a ouvert la voie à Jack Layton», dit-elle. Ce dernier a fait le reste en se prononçant en faveur de la loi 101 et d'une révision de la Constitution.

Chose certaine, on voit aujourd'hui que la différence québécoise n'est pas seulement une question de langue. «Les anglophones du Québec ont les mêmes valeurs que les francophones. À partir du moment où ils ont trouvés le moyen de l'exprimer, sans voter du même coup pour la souveraineté (c'est-à-dire pour le Bloc), ils ont pu le faire tranquillement», analyse M^{me} Côté.

Pour son confrère François-Pierre Gingras, politologue à l'Université d'Ottawa, les valeurs de gauche pourraient même l'emporter sur l'attachement au pays. «Des fédéralistes québécois – dont une anglophone

sociales vont grosso modo dans le même sens, illustre-t-il. Même si on reproche à Jean Charest d'être à droite, s'il gouvernait aux États-Unis, on le considérerait de gauche», rappelle le professeur.

Q Est-ce vraiment parce qu'ils ont l'impression qu'Ottawa bafoue leurs valeurs que les Québécois se sont tournés vers le NPD?

R «Le vote de lundi est un désaveu complet des politiques de Stephen Harper et de son Parti conservateur. Les Québécois ont montré leur attachement aux valeurs progressistes», répond le médecin Amir Khadir, unique député du parti de gauche Québec solidaire. La preuve, c'est que les conservateurs ont perdu

monte, puisque le Bloc québécois était déjà à gauche.» Les gens n'ont pas soudain découvert le programme du NPD et décidé de voter pour lui, dit-il. «Ce qui a changé, c'est l'attitude des gens à l'endroit des chefs.»

Q Il y a quatre ans, les Québécois semblaient se tourner vers les adéquistes et, dans certaines régions, vers les conservateurs, n'est-ce pas contradictoire?

R Les Québécois ont exprimé un ras-le-bol en votant NPD, exactement comme quand ils ont voté ADQ, estime François Saillant, du FRAPRU. Veulent-ils virer à droite, à gauche? «Pas sûr que la population le sait», dit-il. «L'ADQ a fait des gains lorsqu'elle s'est montrée

LENDEMAIN D'ÉLECTIONS



nationaliste, qu'elle a défendu les valeurs québécoises. Pas lorsqu'elle a défendu des positions de la droite néolibérale», dit Catherine Côté. Quand les gens de Québec ont élu quelques conservateurs, c'était plus opportuniste qu'idéologique», pense François-Pierre Gingras. Mathieu Bock-Côté reste convaincu que la droite monte plus que la gauche, que les Québécois en ont assez de la bureaucratie et que «leur vieux fond bleu ressort». «L'espace est encore disponible pour une offre politique nouvelle», dit-il.

Q Qu'est-ce que la victoire éclatante du NPD signifie pour les autres partis de gauche?

R «C'est de bon augure puisque les Québécois sont capables d'audace. Ils n'ont pas peur de voter pour des partis qui ne se gênent pas pour afficher des idées pareilles, applaudit Amir Khadir. Cela devrait faire réfléchir ceux qui disent que c'est bloqué, sans espoir, et ceux qui font preuve de condescendance lorsqu'on annonce qu'on veut faire telle ou telle chose.» Chez Projet Montréal, Patrick Cigana se réjouit lui aussi. «Les gens sont prêts à essayer autre chose que les partis traditionnels. Et on n'a pas absolument besoin d'avoir une grosse machine électorale pour percer: le bouche à oreille peut fonctionner.» Plus de 80% des Québécois et Québécoises qui ont voté l'ont fait pour des partis de centre gauche: c'est encourageant pour ces partis et groupes au Québec», dit François-Pierre Gingras. Comme Mathieu Bock-Côté, il croit toutefois que la dimension «protestation» du vote pourrait aussi bien s'exprimer pour un parti ou un groupe anti-élitiste plus à droite (comme celui de l'ancien ministre péquiste François Legault). D'après lui, à moyen terme, ce sont toutefois les souverainistes qui pourraient sortir gagnants, que ce soit aux prochaines élections provinciales ou à un troisième référendum. «Cela fait longtemps que le Canada n'a pas eu un gouvernement aussi à droite, souligne François-Pierre Gingras. S'il adopte des politiques rejetées par la majorité des Québécois, le mouvement souverainiste pourra soutenir que peu importe le parti fédéraliste formant l'opposition, les intérêts du Québec sont toujours bafoués.»

Q Qu'est-ce que cela signifie pour les idées de gauche, dans la vie de tous les jours?

R Le NPD n'aura pas les coudées franches pour faire passer ses idées puisqu'il affrontera un gouvernement majoritaire. «Il aura par contre la légitimité requise pour appeler les gens à monter aux barricades, dit Amir Khadir. Ce qui se passe dans un pays ne dépend pas seulement du gouvernement. C'est aussi le combat des gens dans la rue.» «Quand tu montres une volonté de changement aussi grande, il faut être conséquent» renchérit François Saillant.

QUE VISE LE NPD?

Membre de l'Internationale socialiste, le Nouveau Parti démocratique a fait de nombreuses promesses lors de la dernière campagne (dont plusieurs supposeront d'importantes négociations avec les provinces). En voici un aperçu :

BUDGET FAMILIAL

- Doubler les prestations de retraite.
- Allonger le congé pour prendre soin d'un parent mourant. Instaurer une nouvelle prestation d'aident naturel.
- Augmenter l'aide pour enfant jusqu'à 700\$ par enfant
- Rendre les prestations d'assurance-emploi plus flexibles et généreuses.
- Transférer de l'argent aux provinces pour réduire les droits de scolarité.
- Débloquer des fonds importants pour les logements sociaux et abordables.
- Plafonner les taux d'intérêt des cartes de crédit au taux préférentiel plus 5%.

ÉCONOMIE

- Garder l'objectif de revenir à l'équilibre budgétaire d'ici quatre ans.

Verser 2,2 milliards au Québec afin qu'il soit compensé en fonction des mêmes critères que les autres provinces ayant harmonisé leur taxe de vente avec la TPS fédérale.

Réduire de 2% le taux d'imposition des petites entreprises. Instaurer un crédit d'impôt à la création d'emplois.

Garder le niveau d'imposition des grandes entreprises sous celui qui existe aux États-Unis.

Accélérer la reconnaissance de titres étrangers.

SANTÉ

- Attribuer d'importants fonds fédéraux pour améliorer le réseau public.
- Former 1200 médecins et 6000 infirmiers d'ici 10 ans.
- Instaurer un nouveau transfert fédéral pour les soins à domicile et un autre pour les soins de longue durée.

ENVIRONNEMENT

- Augmenter d'un cent la taxe sur l'essence pour financer les transports en commun.
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre.
- Investir dans les technologies durables et l'énergie propre.

ARTS

- Augmenter le financement des arts.
- Promouvoir la production et la diffusion de contenu canadien à la télévision et au cinéma.

SÉCURITÉ ET DÉFENSE

- Embaucher 2500 policiers additionnels.
- Augmenter de 50% le financement des programmes de prévention de la criminalité, en particulier ceux qui ciblent les jeunes.
- Promulguer la loi Lucky Moose qui permet à un citoyen de détenir un criminel.

Rapatrier les troupes d'Afghanistan pour instaurer plutôt un programme de développement civil.

Maintenir le niveau de dépenses prévu actuellement en matière de défense.

Redéfinir le rôle des militaires canadiens, leurs priorités et leurs besoins.

Augmenter l'aide au développement.

PRINCIPES POLITIQUES

- Mettre fin aux scandales et collaborer avec les autres partis.
- Empêcher le premier ministre de demander la prorogation du Parlement.
- Proposer l'abolition du Sénat et limiter ses abus.
- Reinstaurer le questionnaire complet du recensement.

NOMBRE DE SIÈGES GAGNÉS OU PERDUS AU QUÉBEC PAR RAPPORT À 2008



FORUM

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

L'erreur des électeurs?



ANDRÉ PRATTE
 apratte@lapresse.ca

On n'a pas fini d'analyser la vague orange qui a balayé le Québec lors des élections du 2 mai. Parmi les interprétations mises de l'avant, certaines manifestent un déplorable mépris à l'égard des électeurs. Ainsi, soutient-on, le vote de lundi n'aurait pas été mûrement réfléchi, si bien qu'au lendemain de l'effondrement du Bloc québécois au profit du NPD, les Québécois auraient déjà des remords. Comment expliquer,

Rien n'indique que les Québécois ont moins réfléchi cette fois-ci que lors des scrutins précédents.

autrement que par un malheureux coup de tête, que l'électorat québécois n'appuie pas le Bloc comme il l'a fait à toutes les élections depuis 1993?

Il est certain que les électeurs ne se sont pas cloîtrés pendant des heures pour lire les programmes des partis, étudier les CV des candidats et peser le pour et le contre des différentes options qui s'offraient à eux. Toutefois, rien n'indique que les Québécois ont moins réfléchi cette fois-ci que lors des scrutins précédents; pourquoi leur choix du 2 mai 2011 serait-il plus irrationnel que celui des élections passées?

Cette attitude fait penser à celle des bloquistes au lendemain du scrutin de 2006, alors qu'ils s'interrogeaient sur «le mystère de Québec». Il leur

paraissait inconcevable que les Québécois de cette région laissent tomber le Bloc en faveur du Parti conservateur. On pense aussi à la réaction des péquistes et des libéraux lors des montées de l'ADQ en 2002 et en 2007. Comment les électeurs pouvaient-ils voter pour des candidats sans expérience et pour un programme proposant de rompre avec des politiques datant de la Révolution tranquille?

De la même façon, on s'étonne aujourd'hui que les gens aient pu élire des candidats qui leur étaient inconnus. Or, il n'y a rien là de surprenant. Combien de gens connaissent leur député fédéral avant le vote du 2 mai? Fort peu. La plupart des électeurs ne croisent leur député qu'une fois tous les quatre ans, lors des campagnes électorales. Le reste du temps, il se fait prendre en photo chaque semaine par le journal local, prononce au Parlement des discours écrits par d'autres et vote selon le mot d'ordre donné par le chef. Bref, aux yeux de beaucoup de citoyens, ça ne prend pas la tête à Papineau; un candidat ou un autre, c'est du pareil au même.

Enfin, certains attribuent la «vague orange» aux médias. Ceux-ci auraient accordé une place excessive et complaisante à la montée du NPD. Les électeurs auraient alors agi en «suiveux», cédant au charme de «Jack», avec sa canne et son cancer. Or, l'engouement pour le NPD a bel et bien commencé sur le terrain. On l'a vu apparaître dans les sondages un peu avant les débats des chefs. Aucun média, aucun commentateur ne l'a prédit ou vu venir.

Au lieu de blâmer les électeurs et les médias, plutôt que de chercher des poux aux nouveaux députés NPD, les perdants de ce scrutin au Québec, conservateurs, bloquistes ou libéraux, devraient admettre que les électeurs ont, sans équivoque, rejeté ce qu'ils leur offraient. En démocratie, les citoyens ont toujours raison.

Le «party» est fini



FRANÇOIS CARDINAL
 francois.cardinal@lapresse.ca

Les maires de la banlieue nord sont en colère. Ils ont claqué la porte d'une importante rencontre avec leurs confrères de la région pour exprimer leur vive désapprobation. Le party est fini, et ils ne le prennent pas.

La Communauté métropolitaine de Montréal a en effet allumé la lumière et décrété que le développement anarchique des dernières décennies, cet étalement urbain sans contraintes ni limites dont les couronnes ont profité pendant trop longtemps, n'avait plus sa place dans la région.

La CMM veut enfin mettre fin au développement anarchique qui profite aux couronnes.

Le plan métropolitain d'aménagement et de développement, adopté la semaine dernière, prend résolument le virage de la densification du territoire, de l'expansion des terres agricoles et de la protection du couvert forestier.

Autant d'orientations responsables, courageuses même, qui sont accueillies avec colère par ceux-là mêmes qui ont provoqué le problème...

Enlevons-nous de la tête l'idée qu'il s'agit essentiellement d'un débat opposant la ville vertueuse à la méchante banlieue, comme voudraient nous le faire croire les pleureuses de Rosemère, Sainte-Thérèse et Blainville.

Il s'agit plutôt d'un débat entre un développement anarchique qui gruge toujours un peu plus les forêts (11 km² par année) et les terres fertiles (6% entre 2001 et 2006) et un aménagement durable qui se concentre dans les zones déjà urbanisées. Sur l'île, mais aussi dans son pourtour.

L'objectif de la CMM est double. Concentrer, d'abord, 40% des ménages qui s'installeront dans la région d'ici 2030 autour des principaux pôles des transports en commun. Consolider ce qui existe, ensuite, en développant uniquement les terrains vacants et la zone blanche.

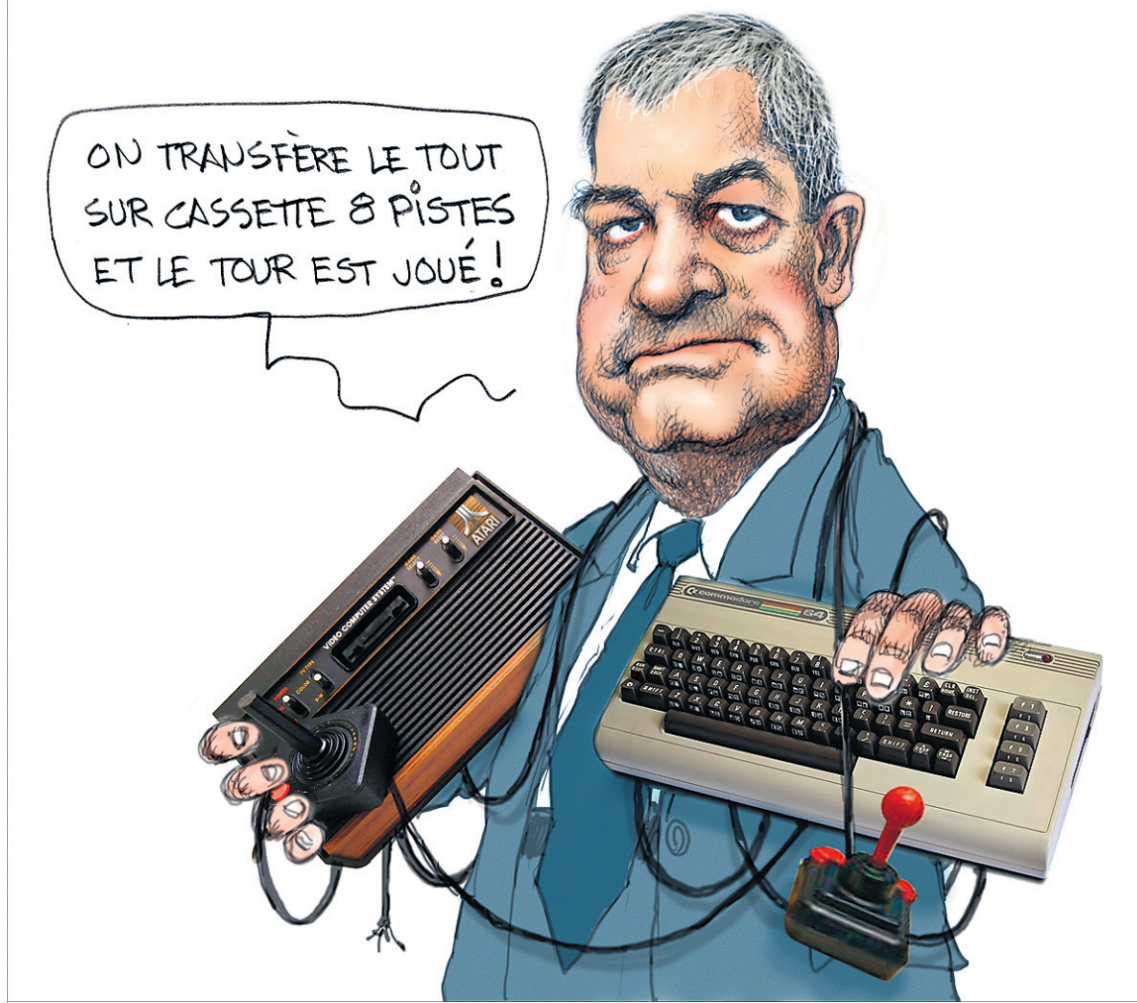
Il n'est donc pas question d'empiler les ménages autour de la gare centrale! Même pas dans l'île. Mais plutôt sur les terres disponibles, dans la région, ainsi qu'autour des stations de métro (incluant celles de Laval), des arrêts de «service rapide par bus» (comme ceux que l'on implantera à Longueuil), et des gares de trains (comme celles de Rosemère, Sainte-Thérèse et Blainville...).

N'attachant manifestement pas de grande valeur à ces terres qui disparaissent de façon irrémédiable, pas plus qu'ils ne se soucient de l'augmentation continue du parc automobile et des gaz à effet de serre, les maires de la couronne nord crient à l'injustice. De la même manière qu'ils ont dénoncé la taxe sur l'immatriculation et les péages... tout en exigeant du même soufflé une diversification de leurs revenus trop dépendants du foncier.

Bref, ils démontrent toute l'irresponsabilité dont ils sont capables, au moment où on fait appel, justement, à leur sens du devoir, de la responsabilité collective.

Le ministère des Affaires municipales a maintenant le plan en mains. Il doit l'analyser et le commenter, en vue du dépôt d'un avis gouvernemental d'ici la fin octobre. Espérons de tout cœur qu'il ne pliera pas devant le chantage des fêtards insouciantes de la banlieue nord.

LE DOSSIER DE SANTÉ DU QUÉBEC RESPECTERA SON BUDGET



DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

CYBERPRESSE.CA/PLACE-PUBLIQUE

LA PRESSE DÉBATS – PARTICIPEZ

DOIT-ON LIMITER L'AIDE AUX SINISTRÉS ?

Jusqu'à quel point le gouvernement doit-il indemniser les sinistrés du Richelieu? Doit-on se limiter aux biens essentiels? Doit-on inclure les résidences secondaires? Les propriétaires riverains doivent-ils assumer une partie de la responsabilité des inondations?

Lisez le point de vue, notamment, de Gaétan Frigon, François Bonnardel, Jana Havrankova ... et surtout, faites valoir le vôtre!

LE BLOGUE DE L'ÉDITO > LES DRAMES FAMILIAUX EN COMMISSION PARLEMENTAIRE?!? PAR ARIANE KROL

QUESTION DU JOUR

Le bulletin unique entrera en vigueur dès la prochaine rentrée scolaire. Êtes-vous d'accord?

OUI > 58% NON > 18%
 JE NE SAIS PAS > 24%

Résultats à 13h, hier: 5139 répondants

OPINION

Une question de liberté

Malgré tout l'effroi et le dégoût qu'il inspire, le procès de Guy Turcotte mérite d'être rapporté

MÉLANIE DUGRÉ



L'auteure est avocate et mère de trois jeunes enfants.

À la lecture du récit des événements relatifs au procès de Guy Turcotte, la mère en moi éprouve peine et sympathie pour la maman des enfants et les familles endeuillées, la conjointe en moi espère que si une soudaine détresse devait envahir son homme, il saurait crier au secours et la juriste en moi s'intéresse aux stratégies de la Couronne et de la défense.

Ces jours-ci, on entend plusieurs plaintes concernant une possible hypermédiation de ce procès et une pluie inutile de détails scabreux. Certains se questionnent sur la pertinence de rapporter les événements avec autant de précisions et d'étaler au grand jour la vie privée d'individus qui n'ont certainement pas recherché la célébrité et l'attention dont ils font l'objet.

Je suis au contraire d'opinion que dans l'ensemble, les journalistes remplissent leur devoir professionnel et s'acquittent d'une difficile tâche qui leur est confiée. Certains médias, de par leur mission et le public qu'ils ciblent, manqueront toujours de tact et de réserve dans la façon dont ils traitent les histoires de mœurs. Je n'ai pas analysé toutes et chacune des couvertures offertes par les divers médias mais globalement, je dirais toutefois que le traitement médiatique de cette tragédie est sobre et professionnel.

Après avoir tué ses enfants, Guy Turcotte a exercé un droit, soit celui de plaider non coupable à l'accusation de meurtre prémédité portée contre lui. De ce premier droit en découlent un deuxième et un troisième, enchâssés dans nos chartes, soit ceux d'obtenir une défense pleine et entière ainsi qu'un procès juste et équitable. En plaçant non coupable, Guy Turcotte a forcé la tenue de ce procès et la succession de témoignages qui se déroulent depuis quelques semaines.

L'argument selon lequel on ne devrait pas rapporter la totalité des faits et des paroles est avancé sur plusieurs tribunes. Si on acceptait cette proposition, qui se ferait alors l'arbitre du bon goût et de la moralité? Qui ferait le tri entre les informations qui devraient être rapportées et celles que

Malgré tout l'effroi et le dégoût qu'ils inspirent, ces faits méritent néanmoins d'être rapportés. Il existe au Québec des mécanismes de protection, notamment le huis clos et l'interdit de publication, que les tribunaux n'hésitent pas à ordonner lorsqu'ils estiment que les circonstances le justifient et que les critères juridiques sont rencontrés, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

Rappelons également qu'en janvier dernier, la Cour suprême a statué que le travail des médias dans les palais de justice devait être circonscrit et encadré. En soi, cette décision confirme que les médias ne peuvent pas faire n'importe quoi, n'importe comment mais que leur travail est nécessaire dans une société démocratique où la liberté de presse constitue une valeur importante.

Globalement, le traitement médiatique de cette tragédie est sobre et professionnel.

l'on devrait omettre? Après tout, le degré de tolérance à l'horreur varie d'un individu à l'autre de même que l'évaluation, bien personnelle, de ce qui est d'intérêt public et de ce qui ne l'est pas. Devant un tel scénario, on risquerait au passage de bâillonner les médias et de les soumettre à des règles arbitraires et subjectives.

À mon avis, le sensationnalisme journalistique réside dans la façon de couvrir la nouvelle, pas dans les faits eux-mêmes. Dans le cas présent, ce sont les événements qui dévient de l'ordinaire et dépassent l'entendement.

Maintenant, se pose la liberté et la responsabilité de chacun devant le récit de ce procès. Nous ne sommes plus à l'époque du sermon de la messe du dimanche, imposé à tous. Comme citoyens, nous disposons du choix de lire, d'écouter et de regarder tout comme nous jouissons du droit de refuser d'être exposés à la description de ces tristes événements.

En définitive, il s'agit d'une question de liberté. Liberté de presse des médias et liberté de s'informer des individus. Il nous reste maintenant à faire les choix qui nous conviennent et à les assumer.

À BIEN Y PENSER

Ayant rempli le questionnaire court de recensement, je regrette qu'il n'ait pas été demandé à tous les citoyens de participer au recensement long de 2011. La décision de ne pas tenir ce recensement et le manque de données qui en résultera sont un déni de mes droits en vertu des lois canadiennes et des droits internationaux que le Canada s'est engagé à promouvoir et à respecter. — Guy Demers, Montréal

FORUM

In medio
stat virtus*

LYSIANE
GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Où s'en va-t-on avec un gouvernement Harper majoritaire? Ceux qui l'ont toujours diabolisé prédisent les sept plaies d'Égypte et l'apocalypse en même temps, mais on peut aussi prendre un Valium, et croire au contraire que le fait d'avoir acquis une majorité aura plutôt un effet calmant sur l'homme et son gouvernement.

Il se pourrait fort bien que Stephen Harper fasse glisser son gouvernement vers un centre droit acceptable à une large partie de la population.

Une fois à l'abri de l'instabilité et des menaces constantes qui pesaient sur la survie de son gouvernement minoritaire, les tendances les plus irritantes du premier ministre – notamment son culte autocratique du contrôle et du secret – pourraient s'atténuer, et il se pourrait fort bien qu'il fasse glisser graduellement son gouvernement vers un centre droit acceptable à une large partie de la population.

Une telle prédiction n'est pas le produit d'un optimisme délirant. C'est plutôt une prévision conforme à la règle numéro un de la politique, laquelle veut que ce soit autour du centre que l'on gagne les élections. Dans quatre ou cinq ans, M. Harper voudra naturellement être réélu, et il voudra aussi augmenter sa majorité. Ce n'est pas en accentuant la polarisation qu'il y parviendra.

La même règle élémentaire de la politique va également pousser le NPD à abandonner le dogmatisme de gauche qui caractérise encore une bonne partie de sa députation pour s'orienter vers un pragmatisme de centre gauche.

On notera d'ailleurs que dans les cinq provinces où le NPD a déjà exercé le pouvoir, les néo-démocrates « provinciaux » ont toujours été beaucoup plus modérés que leurs cousins fédéraux, qui pouvaient, eux, s'offrir le luxe de dire n'importe quoi et de cracher en l'air parce qu'ils n'avaient aucune chance de former le gouvernement, et même pas (jusqu'à cette année) l'opposition officielle. Il n'y a rien comme la perspective du pouvoir pour modérer les ardeurs des extrémistes.

Stephen Harper est un stratège intelligent et méthodique. Sa prise du pouvoir a été un exercice de haute voltige étalé sur près d'une décennie.

La première étape a consisté à prendre la tête de l'Alliance canadienne (le rejeton du Reform de Preston Manning). La seconde, à fusionner l'Alliance avec les anciens Tories, ce qui fut fait en 2003. Troisième étape: amener la nouvelle coalition au pouvoir, ce qui fut fait en 2006. Au départ, M. Harper avait repris la formule gagnante de Brian Mulroney, en essayant de refaire l'alliance de l'Alberta et du Québec. Le Québec s'étant dérobé, sa base de l'est est maintenant en Ontario. La quatrième étape consistait à obtenir une majorité en ciblant des comtés « prenables » et des clientèles réceptives au message conservateur, notamment les banlieusards et les électeurs d'origine immigrante. C'est fait.

Le but ultime de M. Harper était de déloger le Parti libéral de son statut de « natural governing party » – le parti naturel du pouvoir. Le PLC étant entre la vie et la mort, voilà qui est presque fait.

Ne nous méprenons pas, ce gouvernement Harper ne deviendra pas un clone du PLC d'antan, qui oscillait entre la droite et la gauche. M. Harper ne se satisfera pas de prendre et de garder le pouvoir. Il veut faire des valeurs conservatrices les valeurs dominantes de la société. Mais jusqu'à preuve du contraire, on ne peut le soupçonner d'avoir un « agenda caché ». Ses intentions, il les a clairement annoncées.

Ce n'est peut-être pas le gouvernement dont on aurait rêvé, mais cela n'en fera pas pour autant un gouvernement fasciste! Ce sera en tout cas un gouvernement beaucoup moins à droite que les républicains américains, et qui n'aura rien à voir avec le Tea Party auquel certains le comparent tout à fait abusivement.

* La vertu est au milieu. (Horace)



PHOTO FOURNIE PAR L'AUTEURE

Voilà plus d'un an que ces sept femmes et ces sept garçons partagent leur quotidien. De gauche à droite: Emmanuelle Arsenault, Julien Lamarche (assis sur le mur d'escalade), Renaud Chartrand (debout dans la cabane), Nathalie Houle, Catherine Roy, Cédric Campeau (manteau vert), Marie-Josée Houle, Olivier Boisvert (manteau orange), Ann-Marie Romanin, Samuel Girard (manteau à carreaux), Natalie Gosselin et Olivier Gagnon (dans l'échelle), Julie Poulin et Henri Leduc (devant, sur les ballons sauteurs).

SEPT MÈRES
INSÉPARABLES

Afin d'être
présentes
auprès de leurs
enfants, elles
ont mis
en suspens
leur vie
professionnelle

CATHERINE ROY

L'auteure est la mère d'un garçon de 6 ans et d'une fillette de 4 ans. Elle réside à Saint-Lambert.

C'était en 2004. Aux quatre coins de la grande région métropolitaine, sept femmes donnent naissance à leur premier enfant. À intervalle de quelques mois, ces sept femmes deviennent mères; sept petits garçons voient le jour. Sept femmes et sept enfants que le destin allait réunir aux abords d'une cour d'école en banlieue de Montréal. Sept femmes à qui le bonheur de la maternité s'accompagnait d'un cadeau bonus: celui de l'amitié.

Septembre 2009. Sept petits garçons font leur entrée à la maternelle. Sept femmes échangent des sourires incertains: des sourires de mères couveuses qui laissent partir leur poussin vers un monde inconnu. Sept garçons laissent éclore des rires nerveux. Ceux d'enfants fiers d'aller maintenant à la « grande » école, mais aussi inquiets de découvrir ce qui les attend derrière ces deux immenses portes.

Quelques semaines plus tard, sept femmes partagent quelques paroles calculées, mais sincères. Suivront ensuite les confidences, les inquiétudes, les stupeurs, les étonnements, les surprises... Tant de petits et de grands maux qui ont tôt fait de leur faire comprendre que le côté rassembleur de la maternité saura les lier, malgré leurs personnalités distinctes. De leur côté, sept garçons échangent des regards de plus en plus complices. Suivront les boutades, les rigolades, les petites chicanes et les grandes réconciliations. Tant d'étapes incontournables qui font de l'enfance un jardin insensible aux différences individuelles.

Habitées par le même désir d'être présentes auprès de leur enfant, sept femmes ont choisi de mettre en suspens leur vie professionnelle. Désireuses d'être des mères à part entière tout en demeurant des femmes dynamiques, vives d'esprit et engagées, sept femmes se sont donné la main pour se bâtir un quotidien agréable, stimulant, épanouissant.

Avides de découvertes, sept garçons se sont laissés entraîner dans une nouvelle aventure. Hypnotisés par la candeur des amitiés enfantines, sept garçons ont appris à se connaître et sont devenus de fidèles compères.

Voilà plus d'un an que ces sept femmes et ces sept garçons partagent leur quotidien; à l'école, au parc, durant

les vacances. Au fil des jours, sept femmes se laissent charmer par des petits plaisirs singuliers et s'épaulent au travers des aléas de la vie.

La destination vers laquelle elles cheminent demeure encore incertaine, mais le trajet est rendu plus agréable, grâce au soutien d'un réseau combien exceptionnel, qu'elles ont su construire en misant sur les forces de chacune. Ensemble, ces sept femmes s'épaulent devant les difficultés de l'une, elles ouvrent les bras à la tristesse de l'autre et toujours, elles prêtent une oreille attentive à celle qui en a besoin.

Dans la dernière année, ces sept femmes ont été confrontées à la maladie, à la perte d'un être cher, mais aussi à la vie, celle-là même qui leur a permis de devenir mère une première fois il y a sept ans.

De leur côté, les garçons ont apprivoisé les inéluctables de l'enfance. Dans leur minisociété à sept, ils ont géré des conflits et entretenu des disputes. Ils ont fait de mauvais coups. Ils ont rigolé. Ils ont pleuré. Ils ont appris à être le meilleur et le moins bon mais surtout, ils ont appris à s'aimer comme ils sont, avec leurs forces et leurs vulnérabilités. Et plus que tout, ils apprennent à grandir, à devenir des hommes, à devenir des pères.

Ensemble, ces sept femmes s'épaulent devant les difficultés de l'une, elles ouvrent les bras à la tristesse de l'autre et toujours, elles prêtent une oreille attentive à celle qui en a besoin.

Certains diront qu'un an et demi c'est bien peu pour enraciner des amitiés. Je leur répondrai que la robustesse d'une amitié ne se résume pas en temps écoulé, mais plutôt, en services échangés, en confidences dévoilées, en larmes asséchées, en secrets bien gardés et en éclats de rire partagés.

À Ann-Marie, Emmanuelle, Julie, Marie-Josée, Natalie et Nathalie, bonne fête des Mères. À Cédric, Henri, Julien, Olivier, Olivier, Renaud et Samuel... merci!

À toutes les mères, je souhaite un réseau comme le nôtre!



POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7000
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS 514.285.6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES 514.285.7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ 514.285.6931

PLUS L'ENTREVUE



PHOTO IVANOH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

Pour Hubert Reeves, l'avenir de la planète est dans les énergies renouvelables. « Il faut cesser d'investir dans les filières qui émettent du CO₂ et empirent l'effet de serre, comme les sables bitumineux, le gaz de schiste et le charbon. »

HUBERT REEVES

À L'ÉCHELLE DE L'HUMANITÉ

Depuis quelques années, l'astrophysicien québécois Hubert Reeves s'est intéressé à l'intersection entre art et astronomie et à la transmission de ses connaissances aux enfants. Il continue dans la même veine ce printemps, avec le DVD *Du Big Bang au vivant* et le livre *L'univers expliqué à mes petits-enfants*. En entrevue avec *La Presse*, il discute des dernières découvertes, des météorites, de l'environnement et du danger des centrales nucléaires.



MATHIEU PERREULT

Q Vous évoquez la découverte de planètes extrasolaires, en orbite autour d'autres étoiles. Va-t-on découvrir la vie extraterrestre?

R La grande surprise du télescope américain *Kepler*, qui vient d'identifier des centaines de possibles planètes extrasolaires, est la diversité des orbites des exoplanètes. On pensait que les petites planètes seraient près des étoiles et les plus grosses, plus éloignées, comme dans notre système solaire. Ce n'est pas du tout le cas. Nous sommes l'exception. On a vu des planètes plus grosses que Jupiter plus proches de leur étoile que Mercure. Il doit y avoir des perturbations, de la matière arrachée. Je constate que notre bon petit système solaire est bien confortable. Il est stable, les orbites des planètes sont circulaires. Car les planètes extrasolaires semblent avoir souvent des orbites elliptiques, qui font varier énormément leur température, ce qui n'est pas idéal pour l'apparition de la vie.

Q Est-ce que cela abaisse la probabilité que la vie extraterrestre existe?

R Probablement, oui. Statistiquement, ça devient moins probable, à cause des perturbations causées par l'interaction entre

les planètes géantes situées près de l'étoile, et des orbites elliptiques. Mais il y a énormément de candidats.

Q Le cosmos ne recèle pas seulement la promesse d'autres civilisations, mais aussi des dangers. Les États-Unis se sont récemment fixé un objectif plus ambitieux de détection des astéroïdes pouvant causer une catastrophe s'ils frappent la Terre, avec un diamètre plus grand que 140 mètres. S'agit-il d'alarmisme, ou la menace est-elle sous-évaluée?

R Les risques sont bien réels. Un astéroïde de 50 mètres qui tomberait sur une ville aurait un effet pire qu'une bombe atomique. Même un petit astéroïde comme celui de sept mètres qui est tombé au Yukon en 2000 dévasterait Montréal. On dit souvent que l'argent investi dans la protection contre les astéroïdes diminue les fonds pour les missions scientifiques, mais je ne crois pas à la théorie de la conservation. Dans les années 30, personne n'aurait cru possible qu'on dépense des milliards pour aller sur la Lune. La guerre froide a donné la motivation nécessaire. Il nous faut nous préparer, et pourquoi pas avec des simulations avec des astéroïdes qui passeront loin de la Terre. Si demain on détectait un astéroïde se dirigeant vers la Terre un an avant l'impact, on ne pourrait rien faire. Cela dit, il y a aussi les comètes, qui peuvent faire autant de dommage qu'un météorite, et contre lesquelles on ne peut rien parce qu'on ne peut pas les répertorier.

Q Vous abordez aussi la question d'un « grand architecte », un créateur de l'univers avant le Big Bang. Quelle est votre position personnelle?

R Je n'ai que des questions, pas de réponse. L'existence de Dieu n'est pas une question à laquelle peut répondre la science. En Chine on répond à ces questions en étant plutôt bouddhiste, au Québec en étant plutôt catholique. La vision d'un individu sur cette question est très personnelle. Elle est influencée par la culture locale, par les parents, par les propres expériences.

Q Vous avez depuis longtemps fait de la préservation de l'environnement un sujet de prédilection. Pensez-vous qu'il soit nécessaire, pour sauver la planète, que les pays développés s'appauvrissent pour compenser pour l'augmentation du niveau de vie, et donc de la consommation, dans les pays pauvres?

R La décroissance est une idée fautive. Le Sud n'en profitera pas. Ce n'est pas tant nous qui souffririons de la décroissance économique, que les pays pauvres. En refusant de croître, nous les laisserions croupir dans leur misère. Il faut tout simplement faire mieux avec moins, diminuer la quantité d'énergie et l'utilisation des ressources. Il faut modifier notre manière de fonctionner pour que les besoins des plus pauvres soient aussi pris en compte. Que notre système médical et pharmaceutique s'intéresse aux maladies des gens qui n'ont pas les moyens de payer.

Qu'on finance les recherches sur le sida aussi bien que la cardiologie. Tout récemment, il y avait un exemple frappant de ce problème. On a demandé à des Prix Nobel où ils investiraient un budget de recherche d'un milliard. Ils ont presque tous répondu l'oncologie. Or, je crois qu'il vaut mieux prévenir que guérir. Empêcher la pollution de l'atmosphère, notamment par les particules fines émises par les voitures.

Q Si vous aviez une somme d'un milliard de dollars à investir en recherches sur l'énergie, quelle filière choisiriez-vous?

R J'investirais probablement plus dans les énergies renouvelables. D'ici quelques années, la Chine sera probablement le premier fournisseur d'éoliennes et de cellules photovoltaïques utilisées par les centrales solaires. Il faut cesser d'investir dans les filières qui émettent du CO₂ et empirent l'effet de serre, comme les sables bitumineux, le gaz de schiste et le charbon. J'ai été frappé de voir l'absence de débat sur les énergies renouvelables dans la campagne électorale canadienne. Harper est un bon serviteur de Bush.

Q Ne peut-on pas essayer d'améliorer le rendement des centrales au charbon, pour tirer profit des réserves mondiales, qui peuvent durer encore un ou deux siècles?

R On ne peut pas baser une politique économique sur l'idée « on trouvera éventuellement mieux ». Il faut penser à

l'échelle de l'humanité, sur un horizon de 100 000 ans. Ça me rappelle le début de l'industrie nucléaire, quand on se disait qu'on trouverait éventuellement quoi faire avec les déchets. Le nucléaire ne va pas non plus. Il n'y a qu'une source inépuisable d'énergie, c'est le soleil, qui durera des milliards d'années. C'est irresponsable de dire « après moi le déluge ».

Q Dans l'immédiat, la captation du CO₂ émis par les centrales brûlant des carburants fossiles est-elle une avenue intéressante?

R Il faut essayer de le faire, c'est intéressant. Mais pour le moment, ce n'est pas une solution viable. Et même si ça le devenait, il y a toujours le risque de fuite à long terme.

